

Tarn Populaire

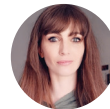


Aline
Guérin

Guillaume
Escande

Remplaçant.e.s

Daniel Caors



Anouck Houbron

Les candidates et les candidats soutenus par la France insoumise défendent des propositions immédiates et concrètes face aux urgences sociales, écologiques et démocratiques. En votant pour eux, vous affirmez clairement votre volonté de tourner la page du macronisme et de retrouver les jours heureux et le goût du bonheur.

Adrien Quatennens
Coordonateur de la France insoumise



La vocation première du département est l'action sanitaire et sociale. Le département gère les collèges, la culture, l'aménagement durable du territoire, la sécurité incendie, les routes et les déplacements, l'aide en faveur des communes et des associations, le soutien à l'emploi local.

C'est pourquoi notre département doit constituer un **bouclier social et sanitaire pour ses habitants**, alors que 7 millions de Français vivent dans la pauvreté et que **10 millions** sont frappés par le **chômage**.

Nous voulons **construire une société de l'entraide**. L'échelle départementale doit en être le moteur.

Pour protéger nos collégiens et les personnels d'éducation, il faut donner les moyens nécessaires à un **"Plan santé collèges"** efficace pour garantir dès la rentrée de septembre 2021 **les meilleures conditions sanitaires d'études et de travail** dans tous les collèges du département.

Nous devons **engager la bifurcation écologique**. Sécheresses, inondations, pandémies, incendies : **les conséquences du changement climatique sont déjà là**. Les aides pour **rénover nos logements** doivent être multipliées pour en finir avec les gaspillages d'énergie. Nous agissons au quotidien pour faire du Tarn un **département écologique**.

Dans le Tarn, la majorité départementale PS propose des binômes alliés à LREM, le parti d'Emmanuel Macron. LREM qui dans d'autres départements présente des candidatures avec la droite LR. Cette droite qui confirme son penchant pour l'extrême droite : tous agissent contre les droits des salariés, soutiennent des entreprises qui par ailleurs licencient, s'opposent aux aides en faveur des démunis, à l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les Français et les Étrangers.

Face à cette « politique politicienne », nous luttons pour **plus de démocratie dans notre département**. Nous défendons la mise en place d'un **Référendum d'Initiative Citoyenne**. Il faut aussi que les débats et les votes soient **publics et facilement consultables**.



NOS ENGAGEMENTS



POUR UN BOUCLIER SOCIAL ET SANITAIRE

- Soutenir le revenu de solidarité active (RSA) pour les jeunes de moins de 25 ans, comme les députés de la France Insoumise le défendent au niveau national.
- Développer les pépinières d'entreprises de l'économie sociale et solidaire.
- Simplifier les procédures afin de permettre au plus démunis d'en bénéficier : beaucoup de personnes ne demandent pas les prestations auxquelles elles ont droit.
- Accueillir et protéger dignement les Mineurs Non Accompagnés (MNA) dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).
- Agir pour le renforcement du maillage territorial de la protection maternelle et infantile.
- Lutter contre la désertification médicale en allant bien au-delà du « Plan Santé Tarn » et de la « Convention Agir ensemble pour l'attractivité médicale du Tarn ».

POUR UNE BIFURCATION ÉCOLOGIQUE

- Atteindre l'objectif de 50% minimum de produits issus de l'agriculture biologique et locale dans les cantines de nos collègues.
- Bâtir les fondations d'une sécurité sociale de l'alimentation.
- Accompagner les agriculteurs dans leur installation et leur transition vers une agriculture durable.
- Favoriser la diversification des formations pour les métiers de la transition écologique et solidaire et développer des compétences nouvelles dans les métiers de la construction, du tourisme, de l'agriculture, de la gestion des déchets et de la gestion de l'eau et de l'assainissement.
- Refuser que le département contribue financièrement aux grands projets inutiles et dépassés. A la place du projet d'autoroute payante Castres-Toulouse, nous défendons le réaménagement et la sécurisation de la RN126.

De même, nous refusons la contribution financière du département à la plateforme logistique de E-commerce (dite Terra2) à Saint-Sulpice.

Les dizaines de millions d'euros prévus pour ces réalisations coûteuses et destructrices de l'environnement doivent être réorientés sans tarder vers des actions en faveur de politiques sociales pour le bien-être de nos enfants, de nos aînés et des plus fragiles, afin de rétablir une véritable mission d'intérêt général au sein du département.

POUR DÉMOCRATISER LE DÉPARTEMENT

- Défendre la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne locale afin de donner plus de pouvoir aux citoyennes et citoyens.
- Mettre en place des mesures essentielles à la santé de nos instances démocratiques : révocation des élus qui ne respectent pas leurs engagements, interdiction du cumul des mandats, prise de décisions partagées dans la transparence.